

2 juillet 2020

Togo: Cambriolage du bureau de l'organisation de défense des droits humains Togocheck

Dans la nuit du 28 juin 2020, des inconnus se sont introduits dans le bureau de l'organisation de défense des droits humains **Togocheck** à Lomé, et ont cambriolé les locaux.

[Togocheck](#) est une plateforme de vérification, mise en place par l'organisation Centre d'Observation et d'Analyse du Web (Co@web) en mars 2019. Togocheck vise à vérifier et à dénoncer les fausses informations dans le but de promouvoir et de garantir le droit à l'information des citoyens. L'organisation a été particulièrement active dans le cadre du COVID-19, œuvrant pour dénoncer la désinformation et assurer la diffusion d'informations factuelles et fiables.

Le 28 mai 2020, des individus ont pénétré par effraction dans les bureaux de Togocheck, volant des équipements technologiques et d'autres matériels de travail, tout en endommageant les locaux. Des membres de l'organisation ont remarqué l'effraction le matin du 29 juin. Deux officiers de la gendarmerie se sont présentés sur les lieux du cambriolage le 29 juin et ont ouvert une enquête.

Les membres de l'organisation pensent que ce cambriolage est un acte d'intimidation en représailles à leur activité accrue durant la pandémie. Depuis le début de la pandémie, Togocheck s'est efforcée de fournir des informations fiables et de contrer la diffusion d'informations fausses et inexactes concernant le COVID-19. Pour ce faire, l'organisation a publié des [vidéos explicatives](#) claires et informatives sur ses réseaux sociaux afin de dissiper les rumeurs et les théories non fondées sur le COVID-19, et de garantir le droit à l'information.

Front Line Defenders est très préoccupée par le cambriolage du bureau de Togocheck car Front Line Defenders pense que Togocheck est visée uniquement en raison de son travail légitime de défense du droit à l'information.

Front Line Defenders exhorte les autorités togolaises à:

1. Condamner fermement le cambriolage du bureau de Togocheck, car il serait directement motivé par le travail pacifique et légitime de l'organisation en faveur des droits humains;
2. S'assurer que l'enquête sur le cambriolage du bureau de Togocheck soit approfondie et impartiale, afin de traduire les responsables en justice conformément aux standards internationaux;
3. Garantir en toutes circonstances que tous les défenseurs des droits humains au Togo puissent mener leurs activités légitimes de défense des droits humains sans crainte de représailles et sans aucune restriction.